



AVENANT N° 1

à la convention d'échanges de données

dans le cadre de la gestion de la ressource en eau de la nappe Plio-Quaternaire

Entre

Le Syndicat Mixte pour la protection et la gestion des Nappes souterraines de la Plaine du Roussillon, dont le siège est domicilié 1 Impasse de la Vigneronne, 66000 Perpignan, représenté par Nicolas GARCIA, son Président,

Ci-après désigné par « le SMNPR »,

d'une part,

Et

Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibérus, dont le siège est domicilié, 3, impasse de Charlemagne, BP 90103, 66704 Argelès-sur-Mer Cedex, représenté par Grégory MARTY, son Président

Ci-après désigné par CC ACVI,

d'autre part,

il est convenu ce qui suit

Article 1 : Objet de l'avenant

Une convention d'échanges de données relative à l'eau prélevée dans les nappes Plio-quaternaire de la plaine du Roussillon (ci-après « la convention ») entre la CC ACVI et le SMNPR été approuvée par la délibération du conseil communautaire n°DL2025-0118 du 12 mai 2025. Cette convention stipule que la CC ACVI doit transmettre ses données de prélèvements au SMNPR.

Les services de l'État lancent une expérimentation d'une durée de six (6) mois, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2026 portant sur la centralisation et la transmission des données de prélèvements via la plateforme nationale Partageons l'eau. À ce titre, le SMNPR est amené à transmettre à l'État les données de prélèvements qu'il centralise.

Le présent avenant a pour objet de préciser les modalités et les conditions de cette transmission, dans le cadre exclusif de cette expérimentation, et de recueillir l'accord de la CC ACVI sur ce nouvel usage de ses données.

Accusé de réception en préfecture
066-200043602-20260914-DL2026-0259-DE
Date de télétransmission : 21/09/2026
Date de réception préfecture : 21/09/2026

Article 2 : Cadre et nature expérimentale de la transmission

La transmission des données à l'État s'inscrit dans le cadre d'une expérimentation d'une durée de six (6) mois. À ce titre, les parties conviennent expressément de ce qui suit :

- Les données de prélèvements transmises ont pour vocation de répondre à l'obligation réglementaire de déclaration des prélèvements mensuels prévue par le code de l'environnement (articles R. 214-57 et suivants) et l'arrêté du 7 août 2006 dont relève la déclaration annuelle effectuée auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales (données de l'année N à déclarer avant le 28 février de l'année N+1). La transmission réalisée dans le cadre de l'expérimentation ne décharge toutefois pas la CC ACVI de sa responsabilité au regard de cette obligation : il lui appartient de vérifier l'exactitude et la complétude des données, qu'elle conserve la possibilité de corriger (cf. art. 4 du présent avenant).
- Au terme de la période d'expérimentation, les parties feront un bilan partagé afin de décider de la poursuite, de l'adaptation ou de l'arrêt du dispositif.

Article 3 : Fréquence et modalités de transmission

Les données de prélèvements centralisées par le SMNPR sont transmises à l'État via la plateforme *Partageons l'eau* selon la fréquence suivante :

- Une transmission mensuelle au lancement de l'expérimentation ;
- Au mois de septembre, la fréquence pourra être portée à une transmission hebdomadaire dans le cadre de l'expérimentation.

La transmission est réalisée de manière automatisée à partir des données brutes centralisées par le SMNPR.

Article 4 : Accès et correction des données par le producteur

La CC ACVI, en tant que productrice des données, dispose d'un accès lui permettant de consulter les données la concernant transmises dans le cadre de l'expérimentation.

Elle conserve la possibilité de corriger ces données à tout moment et, en particulier, de corriger en fin d'année les données brutes transmises automatiquement chaque mois. Cette faculté de correction garantit la qualité et la fiabilité des données, qui demeurent sous la responsabilité de la CC ACVI.

Article 5 : Dispositions inchangées

L'ensemble des autres stipulations de la convention, notamment celles relatives à la sécurité et à la confidentialité des données, à la propriété intellectuelle et au droit d'usage, demeurent inchangées et pleinement applicables.

Article 6 : Durée et prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature de la dernière des parties, pour la durée de l'expérimentation. Il est conclu pour une durée initiale de six (6) mois et pourra être reconduit ou modifié par accord des parties à l'issue du bilan mentionné à l'article 2.

Fait en 2 exemplaires

à Perpignan, le

**Pour le Syndicat Mixte des Nappes de la Plaine
du Roussillon,**

Le président, Nicolas GARCIA

Pour CC ACVI,

Le président, Grégory MARTY